

Gandrange perd son aciérie

La direction d'ArcelorMittal a bien confirmé, hier, l'arrêt de l'aciérie de Gandrange et du TAB (train à billettes) en 2009, avec à la clé 600 suppressions d'emplois, mais aucun licenciement. Quelque 400 salariés seraient mutés sur les autres sites du groupe à Florange et au Luxembourg, le reliquat des départs étant assuré par des mesures d'âge.

Les salariés d'ArcelorMittal Gandrange ont répondu à cette annonce en se mobilisant à l'appel de l'intersyndicale CFDT-CGT-CFE/CGC. Ils ont commencé par débrayer mardi soir en arrêtant à l'aciérie au four et à la coulée dès 22 h, puis au poste du matin sur le train à billettes et sur le LCB (laminoin à couronnes et à barres). Le premier symbole de ralliement du personnel de l'u-

sine s'est concrétisé par un feu de palettes et de pneus à la porte ouest, à Rombas. A 14 h devant le DAS, le local de la direction où s'est réuni le comité d'établissement, plus de 600 salariés ont participé à un rassemblement massif avant qu'une partie envahisse le CE.

Le directeur du site, Bernard Lauprêtre, et son directeur des ressources humaines, Hugues Fauville, ont été retenus près de trois heures dans le local, ponctuées d'échanges parfois assez vifs, mais sans incident. Les syndicats ont obtenu de la direction l'intervention d'un cabinet d'expertise invité à rendre un rapport sur la situation du site et sur la faisabilité d'un éventuel contre-projet industriel.

Dans le même temps au comité d'établissement de

Florange, le site des aciers plats de l'ex-Sollac, les investissements ont été confirmés ainsi que l'embauche en 2008 de 218 personnes, dont sans doute au moins deux tiers issus de Gandrange. Les syndicats comptent poursuivre la mobilisation aujourd'hui avec l'assemblée générale programmée à la salle des fêtes de la commune. La reprise du travail n'est pas envisagée avant ce soir. Ils ont aussi prévu de se rendre le 24 janvier à Luxembourg au siège d'ArcelorMittal. Ils participent enfin à la constitution d'un comité de soutien à Gandrange, qui pourrait présider l'ancien directeur Alain Grenaut qui affirmait, hier dans nos colonnes, que l'on « peut sauver l'usine ».

B. K.



Les salariés de Gandrange ont envahi le comité d'établissement, retenu la direction et affirmé haut et fort leur volonté de sauver l'usine.

Le front du refus

Ils sont venus nombreux, surtout pour ne pas entendre parler de projet de reclassement ni de réorganisation. Les salariés de Gandrange ont envahi le comité d'établissement, retenu la direction et affirmé haut et fort leur volonté de sauver leur usine.

L'engin déboule devant le bâtiment de la direction et y dépose une énorme bobine. « Cette couronne de 2 tonnes, c'est nous qui la produisons ! Vous voyez cet acier, on le défendra de toutes nos forces ! » lance au micro un militant CGT. Il est 14 h, le personnel afflue par groupes devant un local bardé de banderoles de l'intersyndicale et maculé de peinture. A l'intérieur, Bernard Lauprêtre, le directeur, avec son DRH Hugues Fauville, présentent les documents de la réorganisation. Il confirme le projet d'Arcelor-Mittal. Les représentants du personnel prennent la parole et dans une déclaration solennelle « rejettent en bloc cette décision pour laquelle vous portez une grave responsabilité ! » Ils demandent que le cabinet d'expertise Syndex soit désigné pour « examiner ce projet, rechercher et proposer les solutions alternatives. »

« On a des enfants on a des crédits ! »

Fin du CE. Il n'a duré que dix minutes. La porte s'ouvre et aussitôt des dizaines de salariés s'engouffrent dans la petite salle. Très vite le ton monte. « On est venu vous



Premier symbole de ralliement du personnel : un feu de palettes et de pneus devant l'usine.

dire ce que l'on a sur la patate ! Vous êtes un fossoyeur ! » lance un manifestant au directeur tétanisé.

« On ne lâchera rien, on ne ferme pas, on ne ferme pas ! »

reprenant toute la salle en tambourinant sur les cloisons.

« Ouah ! Les jeunes ont l'air très remontés » lance un ancien qui va prendre sa retraite dans 15 jours. Les grévistes grimpent sur la table, s'approchent du DG. « Ce que vous voulez faire là ce n'est pas un projet industriel ! C'est de la gestion financière. » Au fond, un jeune lance : « Mais nous, on a des enfants, on a des crédits et qu'est-ce qu'on fait maintenant ? »

Bernard Lauprêtre est invité à se lever. Il parle lentement. « Vous êtes jeunes, vous conserverez votre job. Ici on va privilégier le laminage de spécialité haut de gamme. Les autres pourront travailler sur les différents

sites du groupe. Il y a 400 places disponibles. » Les militants syndicaux reprennent le fil. « Mais on ne veut surtout pas être reclassé. On veut que cette usine vive, continue et qu'on y investisse. »

A l'extérieur, un autre militant calme les ardeurs de la foule. « On ne touche pas à l'outil de travail, pas d'exactions. » Le mot d'ordre est respecté. « On ne veut pas se mettre la population à dos » avoue un responsable de la CFDT. Il pense à l'assemblée générale de ce jeudi avec les élus. « On va sauver cette usine » dit-il. A 17 h, Bernard Lauprêtre et son DRH quittent le local.

Bernard KRATZ.

« On n'a rien vu venir ! »

« Il y a eu le coup de l'annonce de fermeture, et maintenant, tout le monde relève la tête ! On est là pour se battre et on n'abandonnera pas... » La détermination est palpable. Les voix sont unanimes. Autour des brûlots installés depuis mardi soir devant le portier aciérie Gandrange, une cinquantaine d'ouvriers se serrent les coudes. « Nous contestons la décision. Elle est purement financière et contraire aux intérêts des salariés et de la région », annonce Serge Jurczak, délégué CGT du personnel au comité d'entreprise.

Au-delà, c'est l'inquiétude de chacun qui prime. Olivier Romero a 30 ans. Marié et père de deux enfants, il est installé à Valleroy et travaille à l'usine depuis cinq ans en tant que pontier : « Je n'ai pas dormi de la nuit et, franchement, je vois l'avenir d'un mauvais œil. Je gagne 1 500 € et j'ai pris un crédit sur 25 ans pour payer ma maison. J'aime cette usine et jamais je n'aurais pensé connaître ça. On nous parle de reclassement, mais nous n'avons rien entendu de concret. »

Dans le même écho, Laurent Dehame confirme : « On n'a rien vu venir d'autant qu'ils nous ont fait

promotions rapides ! L'entreprise marchait, des travaux étaient prévus. Tout a été annulé et, aujourd'hui, on nous laisse gamberger. Nous ne faisons pas le poids, mais nous voulons montrer que nous ne sommes pas d'accord. »

Voilà trois ans que ce mécanicien d'entretien de 38 ans, installé à Berig-Vinrange près de Morhange, parcourt 152 km par jour aller-retour pour venir travailler : « Ma voiture vient de me lâcher et j'en ai acheté une autre à crédit. Quel sera mon avenir, alors que j'ai quatre enfants à charge ? On nous parle de reclassement, mais



Olivier Romero.

« L'incertitude, elle est dans notre tête et notre estomac. On s'est fait un petit plan de carrière qui s'arrête comme un coup de massue. A la maison, c'est le silence. On ne sait pas quoi dire, parce qu'on ne sait rien », renchérit Vincent Piccinonno, 48 ans. Opérateur au four électrique, il est entré à l'aciérie en 1982. Il n'a connu que la sidérurgie : « Mon savoir-faire, je l'ai appris sur le tas. Il ne me servira à rien dans une entreprise. J'ai passé l'âge de battre des records et, pour moi, un reclassement sera vraiment difficile. »



Vincent Piccinonno.

Même son de cloche pour Ahmed Janati, pontier polyvalent : « J'ai 55 ans et je travaille ici en feu continu depuis 35 ans pour un salaire de 1 900 €, 13e mois compris. Il me reste cinq ou six ans à faire et si je perds mon boulot, ce sera un véritable drame pour la famille. J'espère qu'ils ne vont pas m'envoyer bébé... » « On abandonne tout ! Ils se foutent des personnes qui vont aller manger à la soupe populaire », se lamente ce jeune ouvrier spécialisé dans la maintenance électrique.

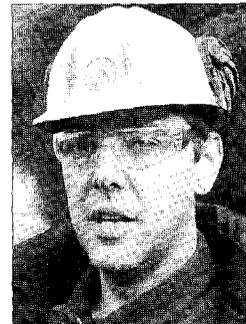
Avec sa compagne, Cyrille, 28 ans, avait des projets plein la tête : construire une maison, faire un bébé... « On abandonne tout ! Ils se foutent des personnes qui vont aller manger à la soupe populaire », se lamente ce jeune ouvrier spécialisé dans la maintenance électrique.

M.-O. C.



Bernard Lauprêtre, directeur du site, a été retenu pendant presque trois heures.

Photo Thierry NICOLAS



Laurent Dehame.

Photo Thierry NICOLAS

« Aucun licenciement » Une famille déjà plongée dans l'inquiétude assure la direction

Daniel Soury-Lavergne, directeur d'ArcelorMittal France était entouré hier en fin d'après-midi de Bernard Lauprêtre le directeur de Gandrange et d'Henri Blaffart, patron de Florange. Tout un symbole afin d'expliquer qu'ArcelorMittal « continue à investir en Lorraine et à consolider la filière liquide de Florange ! » L'arrêt de l'aciérie de Gandrange est économique. « Ici, nos prix de revient sont trop élevés en raison de la hausse de la matière première, de la ferraille, et d'un outil techniquement en surcapacité avec ses deux coulées » dit Daniel Soury-Lavergne. Gandrange affiche 30 M€ de pertes en 2007 avec pourtant une production remarquable de 930 000 tonnes conforme au plan prévisionnel. Des pertes que les syndicats attribuent à des erreurs de stratégie et notamment au coût de l'énergie pour le four électrique. « En deux ans, le fait d'être sorti du contrat d'alimentation avec EDF aura coûté 40 M€ à Gandrange », précise Edouard Martin, élu du comité d'entreprise européen du groupe qui s'est réuni hier matin à Luxembourg. « Nous concentrerons l'activité sur le laminage d'aciers spéciaux sur le LCB, qui sera alimentée par 400 000 tonnes d'aciers livrées par convoi ferroviaire par les usines allemandes du



Daniel Soury-Lavergne, directeur général d'ArcelorMittal France.

groupe », explique encore la direction. Le personnel ? « Il n'y aura pas de licenciement et nous proposerons 400 emplois sur nos sites régionaux, à Florange et au Luxembourg, les autres partiront dans le cadre des mesures d'âge et des retraites Fillon » assure le DG d'ArcelorMittal France. « Et nous participerons à un plan de revitalisation du secteur » termine Daniel Soury-Lavergne. Henri Blaffart confirme les investissements de Florange et les embauches. De source syndicale, 218 sont programmés en 2008. Une bonne partie pourrait venir de Gandrange.

B. K.

Le logement, rue de la Cimetière à Amnéville, est modeste. A l'image de la vie de la famille Otmani. Le père, Kader, a 43 ans. Depuis trois ans, il travaille comme fondeur, « le boulot le plus risqué et le moins reconnu de l'aciérie ! A l'usine, où je suis rentré comme intérimaire, nous sommes cinq à faire ce métier épuisant, (salaire mensuel : 1 200 €) en bossant en feu continu, dans des températures extrêmes, nous obligeant à boire six à huit litres d'eau par poste, avec trois week-ends par mois, sans prime de risques ou de salissures ». L'annonce de l'arrêt de l'aciérie, Kader l'avait pressentie : « C'était en septembre dernier, lorsqu'ils nous ont annoncé l'éventuelle fermeture de la cantine et de la navette. Mes collègues n'y croyaient pas. On a rigolé en parlant de nous retrouver à Florange ou au Luxembourg ».

Aujourd'hui, le rire a cédé la place à l'amertume. Pudique, l'ouvrier n'ose pas exposer ses états d'âme. Pour ne pas inquiéter sa compagne, Olga, ses deux aînés, Alexander et Victor, 8 ans et 12 ans. Sans parler du petit dernier, Randy, né le 31 décembre. « Je ne suis bien sûr pas tranquille, mais je pré-

fère me taire pour ne pas les stresser. Ma femme a laissé son travail en Espagne pour me rejoindre ici. Avec un seul salaire, 119 € d'allocations familiales et un loyer mensuel de 513 €, on fait des sacrifices tous les jours, on prive les enfants de plein de choses. Le principal c'est de pouvoir manger et de payer les factures. Si, je me retrouve au chômage, ce serait la catastrophe... » Alors Kader, qui a beaucoup galéré mais toujours travaillé, espère être reclassé au Luxembourg ou, pourquoi pas, en Espagne : « Là-bas, on gagne moins, mais on vit mieux ! » L'estomac noué, aux côtés d'Olga qui ne dit mot, le fondeur annonce qu'il sera bien évidemment présent cet après-midi à la salle des fêtes de Gandrange : « Même si on doit faire la grève jusqu'au bout, malgré la perte de salaire, je n'y crois plus du tout. Il faut être réaliste, nous ne pouvons rien faire contre la Se fortune mondiale qui va sacrifier Gandrange. C'est scandaleux. Il n'y a pas de mots... ».

Depuis quelques jours, la tension est palpable, tant dans son cœur que dans celui de ses collègues : « On essaie de comprendre pourquoi les autres



L'anxiété ne quitte plus la famille Otmani depuis plusieurs jours.

sites du groupe ont des avantages que nous n'avons pas. Je pense aux deux intérimaires de Florange et du Luxembourg car, j'en suis sûr, ce sont eux qui vont être virés pour nous reclasser à leur place. Comment vont-ils nous considérer ? » Fataliste, Kader conclut : « Les riches resteront riches, les pauvres resteront pauvres... »

leur dit plus rien, ils doivent être dégoûtés. Je pense aussi à tous les intérimaires de Florange et du Luxembourg car, j'en suis sûr, ce sont eux qui vont être virés pour nous reclasser à leur place. Comment vont-ils nous considérer ? » Fataliste, Kader conclut : « Les riches resteront riches, les pauvres resteront pauvres... »

M.-O. C.

Dates clés

- **1965** : Création de l'usine de Gandrange dont l'aciérie est alimentée par la fonte des hauts fourneaux de Rombas.

- **1995** : Guy Dollé, président d'Unimétal Gandrange, lance l'aciérie électrique avec un four à deux cuves, une technologie nouvelle.

- **1998** : Francis Mer, PDG d'Usinor, se sépare des aciers longs et des sites d'Unimétal Gandrange et d'Ascométal Hagondange.

- **1999** : Usinor vend Gandrange à Lakshmi Mittal et Ascométal au groupe Lucchini.

- **Années 2000** : Gandrange gagne de l'argent en 2003 et 2004 en privilégiant les aciers spéciaux haut de gamme produits sur ses deux laminoirs très performants, le TAB et le LCB. Mais Lakshmi Mittal renonce à cette stratégie menée par l'ancien directeur Alain Genaut.

- **2008** : ArcelorMittal décide d'arrêter l'aciérie et le TAB.